

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

3 décembre 2013

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone suite à la réforme du Sénat

AMENDEMENTS

N° 1 DE MME PAS, M. ANNEMANS ET MME DE BONT

Art. 2

Remplacer cet article par ce qui suit:

“À l'article 8, § 4, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, modifié par les lois du 6 juillet 1990, 16 juillet 1993 et 27 mars 2006, le 2° est abrogé.”

JUSTIFICATION

Dans la vision globale des auteurs de l'amendement, qui plaide pour la suppression pure et simple du Sénat, il est superflu de prévoir encore toutes sortes de réglementations concernant le Sénat. Il est dès lors logique de supprimer toute proposition allant en ce sens.

Document précédent:

Doc 53 **3188/ (2013/2014)**:
001: Projet transmis par le Sénat.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 december 2013

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap ten gevolge van de hervorming van de Senaat

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN MEVROUW PAS, DE HEER ANNEMANS EN MEVROUW DE BONT

Art. 2

Dir artikel vervangen als volgt:

“Art. 2. In artikel 8, § 4, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1990, 16 juli 1993 en 27 maart 2006, wordt de bepaling onder 2° opgeheven.”

VERANTWOORDING

Gelet op de algehele visie van de indieners aangaande de volledige opheffing van de Senaat, is het overbodig nog in allerhande regelingen te voorzien. Elk voorstel in die zin wordt dan ook logischerwijze geschrapt.

Voorgaand document:

Doc 53 **3188/ (2013/2014)**:
001: Ontwerp overgezonden door de Senaat.

Le projet de loi à l'examen prévoit une mesure de compensation financière pour la Communauté germanophone, car cette assemblée ne comptera plus de sénateur élu directement.

En Flandre, il existe un consensus assez large sur la nécessité de réformer en profondeur les institutions de notre pays. L'une des réformes qui recueille à cet égard une adhésion relativement large concerne la suppression du Sénat, dès lors que celui-ci est considéré comme une institution plutôt superflue.

Pendant longtemps, le Sénat de Belgique a exercé les mêmes compétences que la Chambre des représentants, dans le cadre d'un régime bicaméral à part entière. Pour justifier ce bicaméralisme, ses défenseurs ont argué du fait que le législateur devait, lui aussi, être soumis à un certain contrôle et qu'il convenait dès lors que la seconde chambre puisse, le cas échéant, se prononcer à son tour sur les lois votées par la première chambre. Les opposants au bicaméralisme, quant à eux, invoquent son coût élevé, les retards sur le plan législatif et le fait qu'il n'a pas été démontré qu'un régime bicaméral fonctionne mieux qu'un régime monocaméral.

La réforme de l'État et la révision de la Constitution de 1993 ont limité le rôle constitutionnel du Sénat à celui d'une chambre de seconde zone, subordonnée en grande partie à la Chambre des représentants, où ont lieu les débats importants. De plus, le Sénat ne peut pas provoquer la chute du gouvernement, ce que ce dernier ne manque pas de montrer très clairement par l'attitude qu'il adopte vis-à-vis de cette assemblée. Pour répondre aux demandes d'explications, les gouvernements Leterme ont systématiquement dépêché, comme le faisaient déjà les deux gouvernements Verhofstadt, un secrétaire d'État chargé de lire la réponse en lieu et place du ministre compétent. De surcroît, le Sénat n'est plus compétent en matière de budget, ce qui représente une autre moins-value importante pour l'assemblée parlementaire.

En outre, les articles 77 et 78 de la Constitution, qui prévoient qu'en cas de différence entre l'issue d'un débat à la Chambre et au Sénat, c'est la Chambre des représentants qui a le dernier mot, montrent très clairement la prédominance de la Chambre des représentants.

Néanmoins, pour que le Sénat conserve encore un certain sens, on lui a entre autres assigné un rôle de pacification communautaire. De par sa composition, le Sénat serait l'assemblée la plus à même de résoudre des problèmes entre les différentes Communautés. En effet, le Sénat est en partie composé de parlementaires qui ont été élus dans leur parlement régional et, de là, délégués au Sénat. Dans la pratique, il s'est néanmoins avéré que le Sénat n'a pour ainsi dire jamais pu jouer ce rôle de pacification communautaire. Lorsqu'il est amené à émettre un avis sur des conflits dits d'intérêts opposant Flamands et francophones, le Sénat se borne soit à invoquer l'un ou l'autre texte vide de sens, soit à constater simplement qu'il est dans l'incapacité d'émettre un avis, faute

In onderhavig Wetsontwerp behelst het een compenserende financiële maatregel voor de Duitstalige gemeenschap omdat er geen rechtstreeks verkozen senatoren meer zullen zetelen in deze vergadering.

Er bestaat in Vlaanderen een vrij brede consensus over de noodzaak tot een grondige hervorming van de instellingen van dit land. Eén van de hervormingen waarover ter zake een vrij grote eensgezindheid bestaat, is de afschaffing van de Senaat die immers wordt beschouwd als een vrij overbodige instelling.

Geruime tijd heeft de Belgische Senaat, in het kader van een volwaardig tweekamerstelsel, dezelfde bevoegdheden gehad als de Kamer van volksvertegenwoordigers. Dit tweekamerstelsel werd door zijn voorstanders gerechtvaardigd met het argument dat ook de wetgever enige controle nodig heeft en dat het zodoende past dat de tweede kamer zich eventueel nog eens uitspreekt over de door de eerste kamer gestemde wetten. Tegenstanders verwijzen naar de hoge kostprijs van dit stelsel, naar de vertragingen op wetgevend vlak en naar het feit dat niet bewezen is dat een tweekamerstelsel beter zou functioneren dan een eenkamerstelsel.

Met de staatshervorming en de grondwetsherziening van 1993 is de rol van de Senaat grondwettelijk beperkt tot een tweederangskamer, in grote mate ondergeschikt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. De grote debatten gebeuren in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De regering kan trouwens niet door de Senaat ten val worden gebracht. De regering laat dit trouwens zeer duidelijk blijken uit de manier waarop ze de Senaat behandelt. Zowel de twee regeringen-Verhofstadt als de regeringen-Leterme stuurden bij vragen om uitleg telkens een staatssecretaris van dienst om het antwoord af te lezen. De Senaat is ook niet meer bevoegd voor de begroting, wat opnieuw een belangrijke minderwaarde voor de parlementaire assemblee vertegenwoordigt.

Bovendien blijkt zeer duidelijk uit de artikelen 77 en 78 van de Grondwet — waarbij wordt bepaald dat het de Kamer van volksvertegenwoordigers is die het laatste woord heeft ingeval van verschil tussen de uitkomst van een debat in de Kamer en de Senaat — dat het die kamer is die de bovenhand heeft gekregen.

Om de Senaat toch nog enige zin te geven, kreeg hij onder meer een communautaire pacificatierol toegemeten. Door zijn samenstelling zou de Senaat bij voorkeur geschikt zijn om problemen tussen de verschillende Gemeenschappen op te lossen. De Senaat is immers voor een deel samengesteld uit volksvertegenwoordigers die verkozen zijn in hun regionaal parlement en van daaruit zijn afgevaardigd in de Senaat. In de praktijk is echter gebleken dat de Senaat deze pacificeerende communautaire rol omzeggens nooit heeft kunnen waarmaken. Wanneer adviezen moeten worden gegeven om zogenaamde belangenconflicten tussen Vlamingen en Franstaligen op te lossen, dan beperkt de Senaat zich ofwel tot een verwijzing naar één of andere nietszeggende tekst,

de consensus entre sénateurs flamands et francophones. Il a donc manifestement échoué dans sa mission de pacificateur.

Une autre mission assignée au Sénat lors de la dernière réforme de l'État est celle de chambre de réflexion. Ici aussi, le bilan s'est révélé extrêmement maigre. Certes, le Sénat a organisé des débats qui ont connu un certain retentissement, notamment celui sur le droit de vote des non-Belges qui refusent la nationalité belge, celui sur l'euthanasie, etc. Mais tous ces débats ont à chaque fois été menés à nouveau à la Chambre des représentants. L'on peut sérieusement douter de la pertinence sociétale de la répétition de ces débats dans les deux chambres dans la mesure où ils s'y déroulent selon les mêmes lignes de conduite puisque ce sont les partis, et non les députés ou les sénateurs, qui déterminent le contour et le contenu des débats.

Dans la Belgique actuelle, un régime bicaméral équivaut dès lors à un parfait gaspillage de deniers publics puisqu'il n'apporte aucune valeur ajoutée, que ce soit sur le plan qualitatif ou quantitatif, au travail législatif et à la mission de contrôle du législateur. Le mieux serait donc d'abolir le Sénat. Ceci est d'autant plus vrai en ces temps de crise, car la suppression du Sénat, qui coûte environ 64 millions d'euros par an au Trésor, entraînerait une économie substantielle pour les finances publiques.

L'on peut dès lors s'atteler sans tarder à la suppression du Sénat, compte tenu du large consensus que recueille cette idée. Le présent amendement doit donc être lu dans ce contexte.

N° 2 DE MME PAS, M. ANNEMANS ET MME DE BONT

Art. 3

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Dans la vision globale des auteurs de l'amendement, qui plaide pour la suppression pure et simple du Sénat, il est superflu de prévoir encore toutes sortes de réglementations concernant le Sénat. Il est dès lors logique de supprimer toute proposition allant en ce sens.

Le projet de loi à l'examen prévoit une mesure de compensation financière pour la Communauté germanophone, car cette assemblée ne comptera plus de sénateur élu directement.

En Flandre, il existe un consensus assez large sur la nécessité de réformer en profondeur les institutions de notre pays. L'une des réformes qui recueille à cet égard une adhé-

ofwel doodgewoon tot de vaststelling dat hij geen advies kan geven bij gebrek aan eensgezindheid tussen Vlaamse en Franstalige senatoren. De opdracht om als verzoener op te treden is dan ook manifest mislukt.

Een andere opdracht die de Senaat bij de meest recente staatshervorming meekreeg, was die van reflectiekamer. Ook wat dit betreft is de productie erg mager gebleken. Er zijn weliswaar in de Senaat debatten geweest die enige weerklank konden vinden, bijvoorbeeld het debat over het stemrecht voor niet-Belgen die de Belgische nationaliteit weigeren, het euthanasiedebat, en zo meer. Maar al deze debatten werden ook steeds opnieuw overgedaan in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De maatschappelijke relevantie van de herhaling van deze debatten in beide kamers kan ten zeerste worden betwijfeld omdat zij in beide kamers volgens dezelfde lijnen verlopen vermits het de partijen en niet de parlementsleden van Kamer of Senaat zijn die de vormgeving en de inhoud van de debatten bepalen.

In het huidige België is een tweekamerstelsel dan ook een loutere verspilling van overheids gelden aangezien zowel qua kwaliteit als qua kwantiteit aan het wetgevende werk en de controleopdracht van de wetgever niets wordt toegevoegd. Het beste is dan ook dat de Senaat wordt opgeheven. Zeker in deze tijden van crisis kan dit immers een grote besparing opleveren voor de staatsfinanciën, vermits de Senaat de schatkist jaarlijks om en bij de 64 miljoen euro kost.

Zodoende kan er, gelet op de brede consensus daarover, alvast al snel werk worden gemaakt van de afschaffing van de Senaat. Dit amendement dient dan ook in die context gelezen te worden.

Nr. 2 VAN MEVROUW PAS, DE HEER ANNEMANS EN MEVROUW DE BONT

Art. 3

Dit artikel doen vervallen.

VERANTWOORDING

Gelet op de algehele visie van de indieners aangaande de volledige opheffing van de Senaat, is het overbodig nog in allerhande regelingen te voorzien. Elk voorstel in die zin wordt dan ook logischerwijze geschrapt.

In onderhavig Wetsontwerp behelst het een compenserende financiële maatregel voor de Duitstalige gemeenschap omdat er geen rechtstreeks verkozen senatoren meer zullen zetelen in deze vergadering.

Er bestaat in Vlaanderen een vrij brede consensus over de noodzaak tot een grondige hervorming van de instellingen van dit land. Eén van de hervormingen waarover ter zake een vrij

sion relativement large concerne la suppression du Sénat, dès lors que celui-ci est considéré comme une institution plutôt superflue.

Pendant longtemps, le Sénat de Belgique a exercé les mêmes compétences que la Chambre des représentants, dans le cadre d'un régime bicaméral à part entière. Pour justifier ce bicaméralisme, ses défenseurs ont argué du fait que le législateur devait, lui aussi, être soumis à un certain contrôle et qu'il convenait dès lors que la seconde chambre puisse, le cas échéant, se prononcer à son tour sur les lois votées par la première chambre. Les opposants au bicaméralisme, quant à eux, invoquent son coût élevé, les retards sur le plan législatif et le fait qu'il n'a pas été démontré qu'un régime bicaméral fonctionne mieux qu'un régime monocaméral.

La réforme de l'État et la révision de la Constitution de 1993 ont limité le rôle constitutionnel du Sénat à celui d'une chambre de seconde zone, subordonnée en grande partie à la Chambre des représentants, où ont lieu les débats importants. De plus, le Sénat ne peut pas provoquer la chute du gouvernement, ce que ce dernier ne manque pas de montrer très clairement par l'attitude qu'il adopte vis-à-vis de cette assemblée. Pour répondre aux demandes d'explications, les gouvernements Leterme ont systématiquement dépêché, comme le faisaient déjà les deux gouvernements Verhofstadt, un secrétaire d'État chargé de lire la réponse en lieu et place du ministre compétent. De surcroît, le Sénat n'est plus compétent en matière de budget, ce qui représente une autre moins-value importante pour l'assemblée parlementaire.

En outre, les articles 77 et 78 de la Constitution, qui prévoient qu'en cas de différence entre l'issue d'un débat à la Chambre et au Sénat, c'est la Chambre des représentants qui a le dernier mot, montrent très clairement la prédominance de la Chambre des représentants.

Néanmoins, pour que le Sénat conserve encore un certain sens, on lui a entre autres assigné un rôle de pacification communautaire. De par sa composition, le Sénat serait l'assemblée la plus à même de résoudre des problèmes entre les différentes Communautés. En effet, le Sénat est en partie composé de parlementaires qui ont été élus dans leur parlement régional et, de là, délégués au Sénat. Dans la pratique, il s'est néanmoins avéré que le Sénat n'a pour ainsi dire jamais pu jouer ce rôle de pacification communautaire. Lorsqu'il est amené à émettre un avis sur des conflits dits d'intérêts opposant Flamands et francophones, le Sénat se borne soit à invoquer l'un ou l'autre texte vide de sens, soit à constater simplement qu'il est dans l'incapacité d'émettre un avis, faute de consensus entre sénateurs flamands et francophones. Il a donc manifestement échoué dans sa mission de pacificateur.

Une autre mission assignée au Sénat lors de la dernière réforme de l'État est celle de chambre de réflexion. Ici aussi, le bilan s'est révélé extrêmement maigre. Certes, le Sénat a organisé des débats qui ont connu un certain retentissement, notamment celui sur le droit de vote des non-Belges qui refusent la nationalité belge, celui sur l'euthanasie, etc. Mais

grote eensgezindheid bestaat, is de afschaffing van de Senaat die immers wordt beschouwd als een vrij overbodige instelling.

Geruime tijd heeft de Belgische Senaat, in het kader van een volwaardig tweekamerstelsel, dezelfde bevoegdheden gehad als de Kamer van volksvertegenwoordigers. Dit tweekamerstelsel werd door zijn voorstanders gerechtvaardigd met het argument dat ook de wetgever enige controle nodig heeft en dat het zodoende past dat de tweede kamer zich eventueel nog eens uitspreekt over de door de eerste kamer gestemde wetten. Tegenstanders verwijzen naar de hoge kostprijs van dit stelsel, naar de vertragingen op wetgevend vlak en naar het feit dat niet bewezen is dat een tweekamerstelsel beter zou functioneren dan een eenkamerstelsel.

Met de staatshervorming en de grondwetsherziening van 1993 is de rol van de Senaat grondwettelijk beperkt tot een tweederangskamer, in grote mate ondergeschikt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. De grote debatten gebeuren in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De regering kan trouwens niet door de Senaat ten val worden gebracht. De regering laat dit trouwens zeer duidelijk blijken uit de manier waarop ze de Senaat behandelt. Zowel de twee regeringen-Verhofstadt als de regeringen-Leterme stuurden bij vragen om uitleg telkens een staatssecretaris van dienst om het antwoord af te lezen. De Senaat is ook niet meer bevoegd voor de begroting, wat opnieuw een belangrijke minderwaarde voor de parlementaire assemblee vertegenwoordigt.

Bovendien blijkt zeer duidelijk uit de artikelen 77 en 78 van de Grondwet — waarbij wordt bepaald dat het de Kamer van volksvertegenwoordigers is die het laatste woord heeft ingeval van verschil tussen de uitkomst van een debat in de Kamer en de Senaat — dat het die kamer is die de bovenhand heeft gekregen.

Om de Senaat toch nog enige zin te geven, kreeg hij onder meer een communautaire pacificatierol toegemeten. Door zijn samenstelling zou de Senaat bij voorkeur geschikt zijn om problemen tussen de verschillende Gemeenschappen op te lossen. De Senaat is immers voor een deel samengesteld uit volksvertegenwoordigers die verkozen zijn in hun regionaal parlement en van daaruit zijn afgevaardigd in de Senaat. In de praktijk is echter gebleken dat de Senaat deze pacifice-rende communautaire rol omzeggens nooit heeft kunnen waarmaken. Wanneer adviezen moeten worden gegeven om zogenaamde belangenconflicten tussen Vlamingen en Franstaligen op te lossen, dan beperkt de Senaat zich ofwel tot een verwijzing naar één of andere nietszeggende tekst, ofwel doodgewoon tot de vaststelling dat hij geen advies kan geven bij gebrek aan eensgezindheid tussen Vlaamse en Franstalige senatoren. De opdracht om als verzoener op te treden is dan ook manifest mislukt.

Een andere opdracht die de Senaat bij de meest recente staatshervorming meekreeg, was die van reflectiekamer. Ook wat dit betreft is de productie erg mager gebleken. Er zijn weliswaar in de Senaat debatten geweest die enige weerklank konden vinden, bijvoorbeeld het debat over het stemrecht voor niet-Belgen die de Belgische nationaliteit weigeren,

tous ces débats ont à chaque fois été menés à nouveau à la Chambre des représentants. L'on peut sérieusement douter de la pertinence sociétale de la répétition de ces débats dans les deux chambres dans la mesure où ils s'y déroulent selon les mêmes lignes de conduite puisque ce sont les partis, et non les députés ou les sénateurs, qui déterminent le contour et le contenu des débats.

Dans la Belgique actuelle, un régime bicaméral équivaut dès lors à un parfait gaspillage de deniers publics puisqu'il n'apporte aucune valeur ajoutée, que ce soit sur le plan qualitatif ou quantitatif, au travail législatif et à la mission de contrôle du législateur. Le mieux serait donc d'abolir le Sénat. Ceci est d'autant plus vrai en ces temps de crise, car la suppression du Sénat, qui coûte environ 64 millions d'euros par an au Trésor, entraînerait une économie substantielle pour les finances publiques.

L'on peut dès lors s'atteler sans tarder à la suppression du Sénat, compte tenu du large consensus que recueille cette idée. Le présent amendement doit donc être lu dans ce contexte.

N° 3 DE MME PAS, M. ANNEMANS ET MME DE BONT

Art. 4

Remplacer cet article par ce qui suit:

“Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants.”

JUSTIFICATION

Comme pour d'autres propositions qu'elle a introduites, la majorité institutionnelle fait entrer la présente disposition en vigueur en 2014, lorsque se tiendront des élections simultanées tant pour les parlements de communauté et de région et le Parlement fédéral que pour le Parlement européen. Nous en sommes des adversaires de principe pour des raisons démocratiques et autonomistes. En organisant le même jour des élections pour plusieurs niveaux de pouvoir, on empêche effectivement l'électeur de se prononcer franchement sur la politique menée par chacun de ces différents niveaux de pouvoir, puisque, concrètement, le vote de l'électeur sera influencé par la politique menée par le niveau de pouvoir prépondérant. Par définition, les élections simultanées conduisent donc à une diminution du caractère démocratique de notre société. En outre, elles mènent inévitablement à une réduction réelle de l'autonomie des entités fédérées, comme cela a déjà été démontré à plusieurs reprises dans le passé. Dans la pratique, cela signifie en effet que la coalition gouvernementale formée au niveau des entités fédérées est alors calquée sur celle du fédéral. Et cela a comme conséquence secondaire que la politique des gouvernements et parlements des entités fédérées est souvent calquée sur celle du fédéral,

het euthanasiedebat, en zo meer. Maar al deze debatten werden ook steeds opnieuw overgedaan in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De maatschappelijke relevantie van de herhaling van deze debatten in beide kamers kan ten eerste worden betwijfeld omdat zij in beide kamers volgens dezelfde lijnen verlopen vermits het de partijen en niet de parlementsleden van Kamer of Senaat zijn die de vormgeving en de inhoud van de debatten bepalen.

In het huidige België is een tweekamerstelsel dan ook een loutere verspilling van overheids gelden aangezien zowel qua kwaliteit als qua kwantiteit aan het wetgevende werk en de controleopdracht van de wetgever niets wordt toegevoegd. Het beste is dan ook dat de Senaat wordt opgeheven. Zeker in deze tijden van crisis kan dit immers een grote besparing opleveren voor de staatsfinanciën, vermits de Senaat de schatkist jaarlijks om en bij de 64 miljoen euro kost.

Zodoende kan er, gelet op de brede consensus daarover, alvast al snel werk worden gemaakt van de afschaffing van de Senaat. Dit amendement dient dan ook in die context gelezen te worden.

Nr. 3 VAN MEVROUW PAS, DE HEER ANNEMANS EN MEVROUW DE BONT

Art. 4

Dit artikel vervangen als volgt:

“Art. 4. Deze wet treedt in werking op de dag van de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers”.

VERANTWOORDING

Zoals in andere van haar voorstellen laat de institutionele meerderheid deze regeling ingaan in 2014 wanneer er samenvallende verkiezingen voor zowel het deelstatelijke, het federale als het Europese bestuursniveau zullen worden gehouden. De indiener van dit amendement is daar om democratische en autonomistische redenen een principiële tegenstander van. Door op hetzelfde ogenblik verkiezingen voor verschillende bestuursniveaus te organiseren, belet men de kiezer immers zich volmondig uit te spreken over het beleid dat door elk van deze verschillende bestuursniveaus werd gevoerd. In de praktijk zal de kiezer zich in zijn stemgedrag immers laten leiden door het beleid dat door het meest dominante bestuursniveau werd gevoerd. Samenvallende verkiezingen monden derhalve per definitie uit in een verschraving van het democratische gehalte van onze samenleving. Bovendien leiden samenvallende verkiezingen onvermijdelijk tot een feitelijke inperking van de autonomie van de deelstaten, zoals dat in het verleden reeds meermaals werd aangetoond. In de praktijk betekent dit immers dat hierdoor de coalitie- en regeringsvorming op deelstatelijk niveau wordt afgestemd op de coalitie- en regeringsvorming op het federale niveau. Dit brengt op zijn beurt met zich mee dat het beleid van de

surtout dans les matières essentielles. Autrement dit, les entités fédérées sont *de facto* privées d'une grande partie de leur dynamique d'autonomie du fait de leur soumission beaucoup plus importante au niveau fédéral. Pour nous, qui sommes d'avis que les entités fédérées doivent au contraire pouvoir développer une dynamique d'autonomie la plus large possible, c'est inacceptable.

deelstaatregeringen en -parlementen vaak wordt afgestemd, zeker in cruciale aangelegenheden, op het beleid van het federale niveau. Het ontnemt met andere woorden *de facto* aan de deelstaten een groot deel van hun zelfstandige dynamiek doordat het hen veel meer onderhorig maakt aan het federale niveau. Voor de indiener van dit amendement, die van oordeel is dat de deelstaten integendeel een zo groot mogelijke zelfstandige dynamiek moeten kunnen ontwikkelen, is dit onaanvaardbaar.

Barbara PAS (VB)
Gerolf ANNEMANS (VB)
Rita DE BONT (VB)